

Les prolongements du conflit israélo-arabe en Afrique noire : le cas du Sierra Leone.

Les contacts du gouvernement français avec les représentants les plus influents des communautés libanaises en Côte-d'Ivoire pour la libération des otages au Liban ainsi que la reprise des relations diplomatiques entre Israël et certains États africains montrent à l'envis que l'Afrique noire est devenue, par transposition, l'un des théâtres des affrontements politiques et idéologiques du Moyen-Orient. Des conflits qui y opposent, dans un étonnant chassé-croisé d'alliances et de ruptures, les multiples protagonistes (Libanais chrétiens et chiïtes, Iraniens, Israéliens et d'autres encore, sans doute...) ne nous parviennent le plus souvent que les rumeurs sourdes et les informations que la diplomatie officielle veut bien laisser filtrer. L'article qui suit lève précisément le voile sur un aspect peu — sinon pas du tout — connu, parce que secret par définition, de ces conflits impliquant très profondément un État africain, en même temps qu'il souligne l'implication de non-Africains dans l'élaboration des politiques intérieure et extérieure des États subsahariens.

La politique « dans les coulisses » ? Oui, cet article en est incontestablement une illustration. Mais peut-on en faire l'impasse dès lors que l'on prétend s'interroger sur ce curieux « ménage à trois » que représentent l'Afrique noire, le monde arabe, et Israël, par-delà l'officiel et le « visible » ?

LE Sierra Leone n'est pas, loin s'en faut, le seul État d'Afrique de l'Ouest où il existe une importante communauté libanaise, fortement implantée dans le secteur du commerce. De même, partout dans l'ouest et le centre de l'Afrique, les commu-

nautés libanaises entretiennent des liens étroits avec leur mère-patrie en guerre. Cependant, le Sierra Leone est probablement le pays où les Libanais — ou du moins certains individus ou familles particulièrement bien placés — ont fini par être les plus engagés dans le jeu du pouvoir national, voire international. Il y a là une éloquente illustration de la façon dont les conflits politiques du Moyen-Orient, et en particulier celui qui oppose Israël aux Arabes, ont étendu leurs ramifications jusqu'en Afrique subsaharienne.

Quelques facteurs spécifiques ont contribué à générer cette situation au Sierra Leone : d'un côté, le fait qu'il n'y ait pas eu vraiment une présence étrangère dominante — après le retrait effectif de l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne — ; et de l'autre, l'extrême vénalité du gouvernement de Siaka Stevens qui, au début des années 80, a littéralement abandonné la gestion économique du pays à un petit groupe d'hommes d'affaires libanais. Grâce à ce pouvoir, quelques familles libanaises en vue ont donc pu mettre en œuvre leur propre politique étrangère ; elles ont même créé leur propre armée privée...

L'émergence des Libanais

Comme dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, l'immigration libanaise au Sierra Leone s'est amorcée pendant l'entre-deux-guerres, période au cours de laquelle des familles pauvres de la vallée de la Bekaa, et d'ailleurs, ont commencé à quitter le pays, poussées par la misère. Ces familles venaient de toutes les communautés religieuses du Liban, mais il semble bien qu'il y ait eu beaucoup de musulmans chiites parmi les ancêtres des quelque 20 000 Libanais qui vivent au Sierra Leone aujourd'hui.

Au cours du passé récent, certaines familles se sont progressivement imposées comme leaders de la communauté libano-sierra-léonaise, sur la base de leur fortune, de leur influence sociale et de leurs relations politiques. Un individu se distingue, et de loin : il s'agit de Jamil Said Mohammed. Né au Sierra Leone en 1925 environ, d'un père chiite libanais et d'une mère sierra-léonaise, Jamil est issu d'un milieu modeste ; il a d'abord été conducteur de camion, avant de fonder sa propre petite maison de commerce de diamants. Pendant les années 60, il a peu à peu développé son entreprise diamantaire, et a étendu ses activités aux pêches, au pétrole et à l'import-export. Devenu extrêmement riche et propriétaire d'entreprises dans plusieurs pays, il ne tarda pas à être admis dans de puissants cercles d'affaires internationaux.

En même temps que ses affaires prospéraient dans le commerce, Jamil cultivait ses relations avec les politiciens, et notamment le

président Siaka Stevens, fin politique, mais médiocrement au fait des questions économiques et, en outre, très peu attiré par la politique internationale. Confronté à des difficultés financières de plus en plus aiguës, alors que l'ancienne métropole ne semblait pas disposée à lui apporter son soutien en ce domaine, l'État sierra-léonais se tourna vers le secteur privé de l'économie, afin de se procurer des revenus. La tendance s'accrut particulièrement après 1980, lorsque l'État se mit pratiquement en faillite pour financer des installations extravagantes destinées à héberger un sommet de l'OUA. Le gouvernement Stevens connaissait alors les mêmes difficultés économiques que les autres pays africains : augmentation de la facture pétrolière, dégradation des termes de l'échange des matières premières, difficulté de plus en plus grande de collecte des ressources financières, due à une corruption et à une contrebande galopantes. Acculé, le Dr. Stevens se tourna vers certains des plus puissants commerçants libanais. Il leur accorda des privilèges exorbitants contre des liquidités et leur aide dans la négociation de contrats commerciaux internationaux, notamment pétroliers.

Ayant acquis une participation majoritaire dans la *National Diamond Mining Company* et le Bureau gouvernemental de l'or et du diamant, Jamil Saïd Mohammed, pour sa part, obtint la mainmise sur le secteur le plus lucratif au Sierra Leone, celui du diamant.

Sur un plan plus général, la conséquence de cet « échange de services » fut que non seulement quelques-uns de ces commerçants devinrent extraordinairement riches, mais encore qu'ils en arrivèrent à dominer des secteurs tels que la sécurité et la politique étrangère, capables qu'ils étaient de pousser le gouvernement à mettre en œuvre des plans qu'ils avaient élaborés eux-mêmes, tout en jouant un rôle de plus en plus grand comme négociateurs internationaux. Quelques-uns des commerçants libanais les plus influents intriguèrent même sérieusement pour devenir ministres, sous le prétexte que le gouvernement tirerait bénéfice de leur compétence professionnelle en tant qu'hommes d'affaires. Mais ils rencontrèrent l'opposition résolue des politiciens professionnels.

Jamil entretenait des relations très étroites avec la communauté chiite au Liban ; il était particulièrement proche du groupe Amal, la plus importante des milices chiites. Le responsable d'Amal, Nabih Berri, est lui-même né au Sierra Leone de parents libanais. C'est probablement grâce à lui et au réseau chiite libanais que Jamil établit de bons contacts avec l'Iran révolutionnaire. C'est ainsi qu'il put rendre au gouvernement sierra-léonais, chroniquement au bord de la banqueroute, d'intéressants services comme la négociation de fourniture de pétrole iranien à crédit, mais sans intérêts. L'une des conséquences de sa capacité à contrôler l'importation d'un produit aussi stratégique que le pétrole fut l'accroissement de son influence sur le gouvernement. Il put ainsi jouer un rôle fondamental dans l'ins-

tallation d'une mission diplomatique iranienne au Sierra Leone en 1983. Lorsque le premier ambassadeur iranien arriva cette année-là, il fut accueilli à l'aéroport non pas par un représentant du gouvernement, mais par Jamil, à la tête de sa propre délégation... En peu de temps, l'ambassade d'Iran à Freetown acquit la réputation d'être le centre du réseau d'espionnage iranien pour toute l'Afrique de l'Ouest. Mais les contacts des commerçants libanais avec leur pays d'origine fonctionnaient également d'une autre manière. Quelques-unes des familles les plus fortunées recrutaient pour leur défense privée des mercenaires parmi les combattants de rues de Beyrouth — dans bien des cas des Palestiniens — de sorte que certains des conflits et alliances propres à la guerre civile au Liban se transposèrent dans le contexte politique sierra-léonais. Jamil, bien entendu, contrôlait la plus importante de ces milices privées.

La crise de succession

Le président Stevens avait, on l'a vu, privatisé non seulement des pans entiers de l'économie, mais aussi les relations avec l'étranger. Ce phénomène attira l'attention des autorités israéliennes qui, depuis quelques années, explorent toutes les voies susceptibles d'aboutir à la reprise des relations diplomatiques entre Israël et l'Afrique noire ; elles ne pouvaient donc pas manquer de se sentir concernées par l'emprise libano-iranienne sur le Sierra Leone. D'autant plus que, depuis 1984, Jamil en particulier était réputé être devenu l'un des principaux financiers d'Amal.

Dans ce contexte, l'apparition à Freetown de la LIAT (1), une société spécialisée dans le commerce et la construction fut, du fait de son caractère quelque peu énigmatique, interprétée par beaucoup comme la manifestation de l'intérêt israélien pour le Sierra Leone. La LIAT semblait être la création personnelle d'un certain homme d'affaire israélien haut en couleur, Shabtai Kalmanovitch. Né en Lituanie en 1945, Kalmanovitch fit partie de la première vague d'immigration des Juifs d'URSS en Israël, en 1971. Là, il devint rapidement actif dans les cercles du parti travailliste. Il fut remarqué par Golda Meir qui appréciait ses talents et l'utilisa comme agent du parti chargé de convaincre les autres nouveaux immigrants en provenance d'URSS de voter pour le parti travailliste. Plus tard, Kalmanovitch évolua à droite, vers le Likoud. Il devint attaché parlementaire de Samuel Flatto-Sharon, bien connu en France pour le rôle qu'il avait joué dans un scandale immobilier au début des années 70, et condamné plus tard en Israël pour

(1) LIAT signifie en hébreu « Tu es à moi ». C'est le nom de la fille de Kalmanovitch.

fraude électorale, alors qu'il tentait d'assurer son élection à la Knesset. De plus, il semble qu'au milieu de la décennie 70, Kalmanovitch ait commencé à travailler pour les services secrets israéliens. En avril 1978, il participa aux négociations qui aboutirent à un accord en vertu duquel un agent sud-africain détenu au Mozambique fut échangé contre un agent des pays de l'Est accusé d'espionnage aux États-Unis, le tout grâce à la médiation d'Israël.

Kalmanovitch fonda la LIAT en 1981 environ. Il se lança dans les affaires, (dans le secteur de la construction) en Afrique du Sud, dans le *homeland* du Bophuthatswana. En quatre ans, la LIAT prospéra au point qu'elle put désormais se permettre d'avoir pignon sur rue dans le plus prestigieux quartier des affaires à Johannesburg. Kalmanovitch gagnait beaucoup d'argent au Bophuthatswana, où il décrocha des contrats lucratifs grâce à sa précieuse amitié avec le président Mangope. Son projet immobilier le plus ambitieux fut la réalisation du stade national dans la capitale du *homeland*, Mmabatho. La LIAT ouvrit des bureaux en Allemagne de l'Ouest, en Israël et en Angleterre ; et Kalmanovitch réussit même à recruter un ancien directeur adjoint de la Sécurité militaire d'Israël, Dóv Tamari. En même temps, il fut lui-même nommé attaché commercial du Bophuthatswana en Israël. Il servit même d'intermédiaire en 1985 lorsque fut évoquée la libération de Nelson Mandela en échange d'Anatoly Chtcharanski. Il devint titulaire d'une impressionnante panoplie de passeports, y compris d'un passeport diplomatique d'Allemagne de l'Ouest. Au total, les gens qui connaissaient Kalmanovitch n'avaient aucun doute quant à son appartenance au Mossad, les services secrets israéliens.

En 1985, la LIAT fit donc son apparition à Freetown, grâce aux relations personnelles qui existaient entre Kalmanovitch et le successeur désigné du président Stevens, le général Joseph Saidu Momoh. Le président Stevens, qui avait 80 ans et voulait s'assurer une succession pacifique, avait choisi comme dauphin le chef des armées, le général Momoh. Il avait ensuite œuvré pour que celui-ci fût agréé comme futur candidat aux élections présidentielles par le parti au pouvoir, le congrès populaire (*All People's Congress*). C'est à ce moment là que, si l'on en croit Kalmanovitch lui-même, l'extravagant homme d'affaires israélien fit la connaissance du futur couple présidentiel, Joseph et Hannah Momoh. Compte tenu des liens de Kalmanovitch non seulement avec le Mossad, mais encore avec les services secrets sud-africains, voire le KGB, il y a fort à parier qu'il n'avait pas débarqué au Sierra Leone par accident, mais avec des visées précises sur le pays.

L'ascension de Kalmanovitch et de la LIAT-Sierra Leone fut fulgurante. Kalmanovitch fit des promesses mirobolantes : construction d'un pont sur l'estuaire qui sépare Freetown de son aéroport ; construction de logements à coût modéré ; projets dans l'agricul-

ture, les transports en commun, et l'import-export. Le général Momoh avait foi dans les promesses de Kalmanovitch. Qui plus est, il semble que le général ait cru que Kalmanovitch pouvait obtenir un soutien actif de la part d'Israël malgré les apparences d'homme d'affaires plutôt miteux qu'il se donnait. La communauté libanaise et ses alliés à Beyrouth et Téhéran, percevant dans la LIAT un agent de l'État d'Israël, se tenaient bien évidemment sur leurs gardes. C'est ainsi que lorsque le général Momoh devint Président en janvier 1986, après une élection en bonne et due forme (dans laquelle, comme candidat du parti au pouvoir, il était seul en lice), parmi les invités de la réception en l'honneur de sa prise de pouvoir, on pouvait voir Shabtai Kalmanovitch et sa bonne amie Ruth Dayan, veuve du plus célèbre héros militaire israélien, ainsi que... Nabih Berri.

En outre, les représentants des intérêts libanais au Sierra Leone cherchèrent à renforcer leur position face à cette offensive de diplomatie et d'espionnage couverte par la LIAT. Ils persuadèrent l'OLP que le moment était venu d'essayer d'ouvrir un bureau à Freetown. En conséquence, début 1986, Yasser Arafat rendit une visite discrète à Freetown et, si l'on en croit certaines sources locales, obtint du président Momoh la promesse de pouvoir ouvrir un bureau, des facilités pour l'entraînement des combattants de l'OLP et une déclaration gouvernementale condamnant le sionisme et l'apartheid ; le tout contre un don de 10 millions de dollars aux finances de l'État et l'assurance du soutien de l'OLP et du Liban au régime du général Momoh.

A partir de la fin de 1985 et en 1986, il y eut une période de tension durant laquelle le gouvernement du président Momoh parut extrêmement fragile, dans un contexte de tensions libano-israéliennes croissantes, marquées par la concurrence effrénée entre Jamil Said Mohammed et la LIAT pour contrôler les principaux secteurs commerciaux du pays. En juillet 1986, un politicien opposé aux Libanais, Daramy Rogers, fut blessé par balles dans sa propre maison par des miliciens palestiniens. Le président Momoh prétendit qu'ils avaient été commandités par Jamil. Celui-ci perdit alors beaucoup de ses contrats publics et des privilèges qui avaient été à l'origine d'une grande partie de sa fortune. Quelques-uns furent récupérés par la LIAT. La tension atteignit son paroxysme avec un coup d'État manqué en mars 1987 qui, d'après le gouvernement, avait été fomenté par Jamil, lequel à ce moment-là avait déjà trouvé refuge à Londres. Jamil rejeta cette accusation, affirmant que le coup d'État avait été fomenté par d'autres dans le but de lui faire quitter Freetown. Quoi qu'il en soit, l'empire que Jamil avait construit dans le monde des affaires était brisé au profit de la LIAT, devenue prépondérante, et de l'État d'Israël auquel, tout au long de l'année 1987, le gouvernement sierra-léonais envisagea d'accorder la reconnaissance diplomatique.

Le plan Lubrani

Dans ce contexte, on peut imaginer que, tout au long de son séjour au Sierra Leone, Kalmanovitch travailla en liaison avec les services secrets israéliens qui commençaient à s'inquiéter de l'influence libanaise sur le Sierra Leone, et de son utilisation comme base arrière diplomatique et financière. En particulier, Kalmanovitch était en relation avec l'un des principaux cerveaux des services secrets israéliens, Uri Lubrani, ancien ambassadeur en Iran, et dernier responsable des services de renseignements israéliens au Sud-Liban. D'après certaines sources à Washington, Lubrani avait conçu un plan de stabilisation du Liban, prévoyant le soutien à Amal en tant que mouvement chiite modéré, pour contrecarrer l'influence des extrémistes du Hezbollah pro-iranien. Ce plan comprenait en outre l'idée de faire rentrer, par la persuasion ou la force, les leaders chiites de la diaspora libanaise dans leur pays d'origine ; ils auraient du même coup rapatrié les capitaux extrêmement nécessaires à la reconstruction du pays. L'offensive diplomatique (et secrète) en direction du Sierra Leone aurait ainsi fait partie d'un plan d'ensemble beaucoup plus ambitieux, conçu en intelligence avec les autorités d'un certain nombre de pays francophones. Et de fait, le Cameroun, la République centrafricaine et d'autres États africains, entretenant d'étroits rapports avec les services de sécurité israéliens, ont tous expulsé des familles libanaises influentes en 1987, et quelques-uns d'entre eux ont, on le sait, renoué leurs relations diplomatiques avec Israël.

En l'occurrence, le rôle de Kalmanovitch a été fondamental et n'a pris fin qu'en 1987 lorsqu'il fut arrêté en Israël et accusé d'espionnage. Les autorités prétendent qu'en fait, il était un agent du KGB, accusation qui n'a pas encore été examinée devant un tribunal. Que cela soit vrai ou faux ne change rien à l'extraordinaire rôle joué par Kalmanovitch dans la politique sierra-léonaise, ou à l'implication de ce pays d'Afrique de l'Ouest dans les conflits entrecroisés du Moyen-Orient...

Stephen Ellis
Africa Confidential
(Londres)

Traduit de l'anglais par Hélène Dufau.